

Le Telegramme

À Pont-l'Abbé, des Bigoudens choqués par ce qu'ils ont vu lors de la manifestation à Sainte-Soline

Publié le 04 novembre 2022 à 20h00



Les Bigoudens, partis manifester le week-end dernier contre les bassines destinées à l'irrigation agricole, à Sainte-Soline (79), sont revenus choqués.

Une dizaine de Bigoudens ont participé aux manifestations contre le projet de mégabassine, les 29 et 30 octobre à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres (79). Membres d'association, militants ou simples citoyens, ils racontent ce qu'ils ont vu.

Pourquoi êtes-vous allés manifester contre ce projet ?

Sabine Bosc : J'y suis allée en tant que citoyenne, pour défendre l'intérêt général et m'opposer à la privatisation de la ressource en eau au profit d'un système agroalimentaire à bout de souffle. La question des bassines est un combat symbolique qui cristallise tous les problèmes liés au dérèglement climatique.

Luc Picheral : Depuis cinq ans, le collectif Bassines non merci (dont il est membre, ndlr) tire le signal d'alarme face à cet accaparement de la ressource en eau. La réserve d'eau de Sainte-Soline, qui est la plus grande avec ses 16 hectares, est l'un des seize projets prévus sur le département des Deux-Sèvres. Et il y en a mille comme ça sur le territoire. Si on gagne ici, ça peut faire boule de neige, c'est pour cette raison que la mobilisation est importante. On était 8 000 le week-end dernier, venus de toute la France, le mouvement prend de l'ampleur et ne s'arrêtera pas.



1 70

1700 policiers étaient déployés le week-end dernier, à Sainte-Soline, pour faire respecter l'interdiction de manifester de la préfecture des Deux-Sèvres. (Stéphane Laurens)

À quoi servent ces bassines géantes ?

Luc Picheral : Elles sont destinées à irriguer les immenses champs de cultures céréalières conventionnelles, notamment le maïs, en été. C'est une aberration écologique. Elles ne profitent qu'à 5 % des agriculteurs et puisent l'eau dans les nappes phréatiques, qui sont un bien commun. En plus d'épuiser la ressource, c'est un gâchis car 40 à 60 % de l'eau de ces bassines s'évaporent. Et elle s'évapore encore au moment de l'irrigation en plein été. C'est typique d'un modèle agricole, soutenu par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), syndicat majoritaire dans la profession agricole, qui continue son entreprise de destruction du vivant et des sols.

Que demandez-vous ?

Luc Picheral : le 2 novembre, le collectif Bassines non merci a tenu une conférence de presse. Nous donnons au gouvernement quinze jours pour établir un moratoire sur tous les projets de bassines. En cas de refus, une grande mobilisation nationale et de nouvelles opérations auront lieu. L'appel a été signé par 150 organisations associatives, syndicales et politiques. Nous

demandons aussi de l'apaisement et du temps de réflexion afin de proposer des solutions et projets alternatifs. Et il y en a.



Le combat contre les bassines cristallise la révolte contre le modèle de l'agro-industrie intensive, dans des zones déjà fortement impactées par le dérèglement climatique. (Stéphane Laurens)

Que pensez-vous des violences qui ont marqué le rassemblement du week-end dernier ?

Virginie Hervieux (ingénieure agronome et enseignante) : Franchement, c'était la panique et j'ai vraiment eu une grosse trouille. C'était en grande partie une manifestation intergénérationnelle avec familles et enfants, jeunes et moins jeunes. Face à ça, le dispositif policier de 1 700 hommes, qui était totalement disproportionné, est intervenu avec une violence inouïe. Les cortèges, organisés et déterminés, ont réussi finalement à déjouer les barrages policiers pour accéder au chantier de la future bassine, un gigantesque trou où il n'y a que des cailloux, mais en subissant coups de matraque, gaz lacrymogènes, grenades de désencerclement, tirs de LBD (lanceur de balles de défense, ndlr) en cloche ou à proximité des enfants. On aurait dit des scènes de guerre.

Stéphane Laurens (coprésident de Sur un air de terre) : Nous avons tous été très choqués par cette violence, qui renvoie aux pratiques mortifères d'un système d'exploitation agressif sur le vivant et la biodiversité. C'est très important qu'un mouvement citoyen s'empare de cette question et fasse entendre la voix des petits exploitants et des maraîchers, car c'est très dur pour eux d'être écoutés.